

Déconstruire la « Tragédie des Communs »

Renaud Maes

“I could get away from here, go home and go to bed.
I still have my electric sheep and I still have my job¹.”

Cette analyse constitue le premier volet d'une série d'analyses du Collectif formation société consacrées à la question des biens communs et du commun, qui résultent d'échanges lors de séances de formation de travailleurs dans le secteur de l'alphabétisation (Lire & Ecrire) et du travail de l'Université populaire de Bruxelles sur l'ouvrage Commun, de Pierre Dardot & Christian Laval, publié en 2014 par La Découverte.

L'économie politique des biens communs se fonde généralement² sur l'analyse de la « Tragédie des Communs », telle que décrite par Garrett Hardin dans un article célèbre publié dans la non moins célèbre revue « *Science* »³. Cette « tragédie » désigne la surexploitation de ressources communes, partagées par plusieurs personnes qui y ont un accès libre. Comme il l'évoque d'ailleurs explicitement, Hardin revisite un problème déjà posé par l'économiste britannique William Forster Lloyd au XIXe siècle. Ce problème, que nous décrivons abondamment ici, vient s'opposer finalement à toute possibilité de « gestion commune » de ressources finies, et se veut la réponse implacable à tout projet collectiviste.

Or les préoccupations de Forster Lloyd comme celles d'Hardin s'inscrivent dans des conceptions particulières de la société. Ces conceptions se rejoignent autour de deux fondamentaux : l'acteur rationnel et la nécessaire régulation des pauvres ; fondamentaux qui imprègnent cette « nouvelle raison du monde » qu'est le régime de rationalité néolibéral⁴. Avant de penser la question du *Commun*, il faut sans aucun doute questionner les prémisses des économistes, classiques et néoclassiques, pour éviter de considérer leurs hypothèses – sans même s'en rendre compte – comme des prénotions indiscutables. *Mais peut-on vraiment affranchir la réflexion sur le Commun de la Tragédie des économistes ?*

¹ P. K. Dick, *Do Androids Dream of Electric Sheep?*, New-York, Doubleday, 1968.

² E. Ostrom, *Governing the Commons. The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge UP, Cambridge (UK), 1990, p. 2.

³ G. Hardin, « The Tragedy of the Commons », in *Science*, Vol. 162, 13 décembre 1968, pp. 1243-1248.

⁴ P. Dardot & C. Laval, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*. La Découverte, Paris, 2009.

1 La première formulation du problème

William Forster Lloyd (1794-1852) est un philosophe et économiste oxfordien qui produisit des travaux sur la gestion de la population et la régulation des naissances, ainsi que la répartition du travail et des richesses⁵. Si ses contributions ont été relativement peu citées durant la seconde moitié du XIXe siècle, notamment en raison de la brièveté de sa carrière académique, il a été « redécouvert » dans les années 1900 par l'économiste de l'Université Columbia, Edwin Robert Anderson Seligman⁶, et dans les années 1967-1977 par Garrett Hardin et une série d'économistes néoclassiques inspirés par la théorie des biens publics de Paul Samuelson. Ces « redécouvertes » se sont accompagnées de descriptions laudatives, suggérant notamment que W. F. Lloyd fut le premier à écrire la « loi de l'utilité marginale décroissante » à la base de la « révolution marginaliste » des années 1870 et fondement de l'économie néoclassique. En réalité, Lloyd est loin d'apporter tant d'éléments originaux que l'on veut généralement le croire : sa principale qualité est d'être un (excellent) enseignant, qui opère des synthèses et des mises en perspective des théories. Dans la lignée des « pessimistes » inspirés par Malthus, ses travaux – qui sont en fait tous issus de cours dispensés à Oxford – remettent en cause la célèbre thèse d'Adam Smith suggérant qu'une « main invisible » puisse organiser optimalement le marché et ce faisant la redistribution des richesses⁷, et c'est dans cette perspective de « mise en dialogue » de Smith et de Malthus (comme le fit Ricardo avant lui) qu'il s'est intéressé précisément aux questions de la surpopulation et de son impact potentiel sur le marché du travail⁸.

Selon Lloyd, seule une certaine forme de planification, d'organisation par les gouvernements, est à même d'aboutir à une société « harmonieuse ». Avec beaucoup d'économistes proches de Malthus, il considérait donc que l'Etat devait organiser la régulation des pauvres, tout en s'opposant – contre la plupart des économistes malthusiens et singulièrement l'un de ses prédécesseurs à la chaire d'économie politique d'Oxford, Nassau William Senior, chargé de la Commission royale sur la réforme des *Poor Laws* en 1832 – à certaines mesures d'assouplissement des *Poor Laws*, selon lui indispensables pour garantir une certaine forme de justice⁹, mais aussi de contrôle sur la natalité (on retrouve là l'hypothèse malthusienne que la pauvreté est généralement causée par la surpopulation). Il faut noter que W. F. Lloyd est, à l'instar de son frère Charles Lloyd, économiste alors autrement plus célèbre, membre du *Christ Church College*, bastion politique des *Tories*, des conservateurs, qui s'opposent aux réformes des *Whigs*, alors à l'initiative des restructurations du système social.

⁵ W. F. Lloyd, *Lectures on Population, Value, Poor-Law and Rent. Delivered in the University of Oxford during the Years 1832, 1833, 1834, 1835 & 1836*, Roake and Varty, London (UK), 1837.

⁶ E.R.A. Seligman (1861-1939) a consacré de très nombreux travaux aux finances publiques et à l'impôt. En 1903, préparant son accession à un poste de professeur et sans doute dans le but de démontrer sa connaissance approfondie de la matière, il publie « On Some Neglected British Economists » dans *The Economic Journal*, article listant une série d'économistes peu connus, dont W.F. Lloyd.

⁷ A. Smith, *Théorie des sentiments moraux* (1759), trad. de l'anglais vers le français de M. Biziou, C. Gautie & J.-F. Pradeau, Paris, PUF, 2014, p. 257.

⁸ W. F. Lloyd, *Two Lectures on the Checks of Population (delivered before the University of Oxford in Michaelmas Term 1832)*, Oxford UP, Oxford (UK), 1833.

⁹ G. C. G. Moore & M. V. White, « Placing William Forster Lloyd in context », in N. F. B. Allington, N. W. Thompson (ed.), *English, Irish and Subversives among the Dismal Scientists*, « Research in the History of Economic Thought and Methodology », 28(2), Emerald Gr., 2010, pp. 199-241.

C'est dans le cadre d'une contribution à ce débat politique et économique sur la régulation des pauvres et de la population qu'il donna l'exemple aujourd'hui célèbre de la « tragédie des communs », à l'occasion de ses *Lectures on the Checks to Population*, leçons dispensées en 1832 à l'Université d'Oxford et publiées l'année suivante :

Au titre d'illustration de notre sujet, nous pouvons comparer la relation existant entre le cas de deux pays, dont la constitution de la société de l'un est telle que le fardeau d'une famille dépende entièrement sur les parents et dont celle de l'autre fait que les enfants se prennent eux-mêmes en charge à un âge très précoce, et celle qui existe entre le cas comparable de pâtures encloses et communes. Le parallèle entre ces deux cas concerne le degré de densité respectivement de population des deux pays et du stock de bêtes mises à la pâture.

Pourquoi les troupeaux d'une pâture commune sont-ils si chétifs et rabougris ? Pourquoi l'herbe de cette pâture commune est-elle usée jusqu'à en découvrir le sol, et taillée si différemment des parcelles contiguës ?

Ce phénomène ne peut être expliqué par une inégalité de fertilité, qu'elle soit naturelle ou acquise. La différence entre ces pâtures dépend de la différence dans la manière par laquelle l'augmentation du stock de bêtes affecte la situation de l'auteur de cette augmentation. Si une personne met plus de bétail dans son propre champ, la quantité de subsistance que ses nouvelles bêtes consomment est déduite de la quantité de subsistance dont il disposait dans son stock originel. Dès lors, s'il ne disposait que d'une quantité à peine suffisante pour son troupeau avant d'ajouter de nouvelles bêtes, il n'engrange nul bénéfice de cet ajout de bêtes supplémentaires : ce qu'il gagne en ajoutant une bête est perdu de cette autre manière. Mais s'il ajoute du bétail dans une pâture commune, la déduction de la quantité de nourriture qu'elles consomment est partagée entre tous les troupeaux, le sien comme celui des autres, en proportion du nombre de bêtes total ; une faible part de cette quantité déduite est donc enlevée à son propre troupeau.

Dans une enclosure, il y a un point de saturation – si je puis me permettre cette expression par laquelle je désigne une barrière dépendant de la prise en compte de ses intérêts au-delà de laquelle aucun homme prudent n'ajoutera de bêtes à son troupeau. Dans une pâture commune, il y a également d'une certaine façon un point de saturation. Mais la position de ce point est, dans les deux cas, évidemment différente. Ainsi, si plusieurs pâtures contiguës déjà complètement pourvues d'un stock de bétail devaient être d'un coup ouvertes et converties en une vaste pâture commune, la position du point de saturation serait immédiatement changée. Le stock de bétail serait donc augmenté de telle sorte qu'il exercerait une pression bien plus forte sur ses moyens de subsistance¹⁰.

Il faut noter d'emblée que cet exemple des pâtures n'est pas forcément vérifié dans la réalité. Si la question des stocks de bétail se pose systématiquement dans les leçons d'économie dispensées à Oxford entre 1820 et 1840, c'est parce qu'il s'agit d'une des questions qui passionne l'époque : des économistes aujourd'hui célèbrissimes comme David Ricardo ou John Stuart Mill s'inquiètent de la

¹⁰ W. Forster Lloyd, *Two Lectures...*, *op. cit.*, pp. 31-32. Traduction de l'auteur.

« rente de la terre », problème-clé de l'économie classique alors en pleine élaboration, et lie ce problème à la question pressante du « paupérisme ». Les débats, qui tournent donc fondamentalement autour du fait de continuer à « aider les nécessiteux », sont vifs dans les cercles des économistes classiques, mais aucun n'ira bien sûr vérifier ses modèles, ses « expériences de pensée », dans la réalité : les théories de ces « classiques » britanniques s'élaborent dans les bibliothèques, les clubs de professeurs, les salons londoniens de la *Royal Society*, les prêches (nombre de religieux, comme le pasteur Thomas Malthus ou l'archevêque de Dublin, Richard Wathely, participent en effet activement au débat¹¹) et par articles interposés publiés dans des revues scientifiques. Karl Marx relèvera d'ailleurs à de nombreuses reprises l'absence de fondement empirique de ces théories d'économie politique classique, notamment en soulignant dans ses *Grundrisse* que tant Smith que Ricardo entament systématiquement leurs raisonnements par ce qu'il qualifie ironiquement de « robinsonnades »¹².

Soulignons également que la question du « paupérisme » et de la « subsistance » est une question d'actualité politique à l'époque où les leçons de Lloyd sont prononcées, comme nous l'avons déjà évoqué : c'est en effet à partir de 1832 que la Commission royale présidée par Senior travaille à réformer les *Poor Laws*¹³, et en particulier le *Speenhamland Act* de 1795, travaux qui aboutiront en 1834 à la disparition de l'aide minimale aux pauvres (revenu minimal versé par les paroisses) au profit d'une généralisation des maisons de travail, les *workhouses*, suite au *Poor Law Amendment Act*¹⁴, sorte de compromis entre la ligne « dure » des malthusiens et celle des économistes conservateurs « modérés » comme Lloyd¹⁵.

1.1 Rendement décroissant de la terre et paupérisme

Pour comprendre le fameux lien entre « rendement des terres » et « paupérisme », il faut rappeler qu'Adam Smith était de son côté plutôt optimiste quant à la question des possibilités de développement du travail agricole¹⁶, s'inspirant probablement de Leibniz¹⁷. Ainsi, dans sa *Théorie des Sentiments Moraux* publiée en 1759, il écrivait : « le produit du sol fait vivre presque tous les hommes qu'il est susceptible de faire vivre¹⁸ », et d'ajouter, dans le premier volume de ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, publié en 1776,

¹¹ Voir notamment G. C. G. Moore & M. V. White, *op. cit.*, voir aussi P. James, *Population Malthus: His Life and Times*, Taylor & Francis, London/New York, 1979, pour une discussion étayée des controverses autour du malthusianisme.

¹² K. Marx, « Introduction à la critique de l'économie politique » [*Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie*] (1859), in *Contribution à la critique de l'économie politique*, traduit de l'Allemand vers le Français par L. Lafargue, Ed. Giard & Brière, Paris, 1909, pp. 305-352, voir en particulier pp. 305-307. W.F. Lloyd ne fait exception au rite de la robinsonnade : dans ses leçons, il envisage ainsi le cas d'un colon s'établissant en Amérique, terre vierge, et développant son activité progressivement pour en déduire quelques règles générales du fonctionnement économique (*Two Lectures...*, pp. 7-8).

¹³ Pour une histoire des réformes des *Poor Laws* à partir du XVIIIe siècle, voir M.E. Rose, *The English Poor Laws. 1780-1930*, Ed. Newton Abbot/David & Charles, Londres (UK), 1971.

¹⁴ Y. Zoberman, *Une histoire du chômage. De l'Antiquité à nos jours*, Perrin, Paris, 2001, pp. 161-163.

¹⁵ R. Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, Folio/Gallimard, Paris, 1999, pp. 347-348.

¹⁶ Tout en lui attribuant des spécificités, comme le fait que la séparation des tâches y est moins naturelle que dans les manufactures.

¹⁷ La discussion sur la « sagesse de Dieu » et les bienfaits de la nature dans la *Théorie des Sentiments moraux* montre d'importantes similarités avec les discussions des *Essais de Théodicée* de Leibniz, parus en traduction française en 1710.

¹⁸ A. Smith, *Théorie...*, *op. cit.*, p. 257.

[...] la terre, dans presque toutes les situations possibles, produit plus de nourriture que ce qu'il faut pour faire subsister tout le travail qui concourt à mettre cette nourriture au marché, et même le faire subsister de la manière la plus libérale qui ait jamais eu lieu pour ce genre de travail. Le surplus de cette nourriture est aussi toujours plus que suffisant pour remplacer avec profit le capital qui fait mouvoir ce travail. Ainsi il reste toujours quelque chose pour donner une rente au propriétaire.

Les marais les plus déserts d'Ecosse et de Norvège forment une espèce de pâturage pour des bestiaux qui avec leur lait et l'accroissement du troupeau suffisent toujours non seulement à faire subsister le travail qu'exigent leur garde et leur entretien ainsi qu'à payer au fermier ou maître du troupeau les profits ordinaires de son capital mais encore à fournir quelque petite rente au propriétaire¹⁹.

Mais cette vision optimiste fut rapidement questionnée au regard de certains autres travaux d'économie appliquée, qui suggérait des limites aux rentes de la terre. Quelques années plus tôt, en 1766, Turgot fut le premier à formuler le problème de ce qu'on appelle aujourd'hui le « rendement décroissant de la terre » dans une note de commentaire sur un mémoire présenté pour le concours de la Société royale d'Agriculture de Limoges, société qu'il présidait.

[...] il ne faut qu'un peu de réflexion pour sentir qu'il ne peut pas y avoir de proportion constante entre les avances et les produits ; les avances, qui ne sont qu'une dépense, n'ont par elles-mêmes aucune fécondité ; elles n'ont pas même cette fécondité de convention que le taux courant des spéculations d'intérêt donne à l'argent prêté. [...] La production suppose des avances, mais des avances égales dans des terres d'une inégale fécondité donnent des productions très différentes, et c'en est assez pour faire sentir que les productions ne peuvent être exactement proportionnelles aux avances. Elles ne le sont même pas placées dans le même terrain, et l'on ne peut jamais supposer que des avances doubles donnent un produit double. La terre a certainement une fécondité bornée, et en la supposant labourée, fumée, marnée, fossoyée, arrosée, sarclée autant qu'elle peut l'être, il est évident que toute dépense ultérieure serait inutile et que telle augmentation pourrait même devenir nuisible. Dans ce cas, les avances seraient augmentées sans que le produit le fût. Il y a donc un *maximum* de production qu'il est impossible de passer ; et lorsqu'on y est arrivé, les avances, non seulement ne produisent pas *deux cent cinquante* pour *cent*, mais ne produisent absolument rien

En accordant à l'auteur [...] que, dans l'état de la bonne culture ordinaire, les avances annuelles rapportent *deux cent cinquante* pour *cent*, il est plus que probable qu'en augmentant par degrés les avances depuis ce point jusqu'à celui où elles ne rapporteraient rien, chaque augmentation serait de moins en moins fructueuse : il en sera, dans ce cas, de la fertilité de la terre comme d'un ressort qu'on s'efforce de bander en le chargeant successivement de poids égaux. [...]

¹⁹ A. Smith, *Recherches sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations*, Vol. 1, traduction de l'anglais vers le français par G. Garnier, Libr. A. Agasse, Paris, 1802, p. 306.

La semence jetée sur une terre, mais sans aucune préparation, serait presque entièrement perdue ; si on y joint un seul labour, le produit sera plus fort ; un second, un troisième labour pourront, non pas simplement doubler et tripler, mais quadrupler et décupler le produit qui augmentera ainsi en une proportion beaucoup plus grande que les avances n'accroissent : et cela, jusqu'à un point où le produit sera le plus grand qu'il est possible comparé aux avances. Passé ce point, si on augmente encore ces avances, les produits augmenteront encore, mais moins, et toujours de moins en moins, jusqu'à ce que la fécondité de la terre étant épuisée, et l'art n'y pouvant plus rien ajouter, un surcroît d'avance n'ajouterait absolument rien au produit²⁰.

Turgot met donc en évidence de manière très explicite une « courbe de rendement » fonction des investissements dont il esquisse jusqu'à la forme : elle s'accroît très fortement au début, pour atteindre un point d'inflexion où l'accroissement se fait de moins rapide, avant que la courbure ne s'inverse et que la courbe redescende doucement pour atteindre zéro.

1.2 La synthèse de Ricardo

Ce problème du rendement décroissant trouve un écho chez l'un des plus grands économistes classiques, en l'occurrence David Ricardo. Celui-ci connaissait bien les travaux de Turgot, et c'est peut-être là qu'il trouva une source majeure d'inspiration pour ses essais critiques. Sa première contribution date de 1815, dans son *Essai sur l'influence des bas prix des blés sur les profits du capital*, et se prolonge dans les chapitres sur « la rente de la terre », « les salaires » et sur « la doctrine d'Adam Smith sur la rente de la terre », respectivement deuxième, cinquième et quatorzième chapitres des célèbres *Principes de l'Economie politique et de l'Impôt*, publiés en 1817. Il faut noter que si *l'Essai sur l'influence* est une réponse à Malthus, c'est à Adam Smith que répondent un grand nombre de chapitres des *Principes*. Ricardo est en effet très attaché à la construction d'une forme de synthèse « définitive » de la pensée économique de ses prédécesseurs.

À suivre Ricardo, la richesse se distribue entre trois composantes : le traitement du travail (les salaires), la rente (foncière) du propriétaire et le profit. Il note que la rente foncière est liée à la mise en culture progressive de terrains :

Lorsque des hommes font un premier établissement dans une contrée riche et fertile, dont il suffit de cultiver une très-petite étendue pour nourrir la population, ou dont la culture n'exige pas plus de capital que n'en possèdent les colons, il n'y a point de rente ; car qui songerait à acheter le droit de cultiver un terrain, alors que tant de terres restent sans maître, et sont par conséquent la disposition de quiconque voudrait les cultiver ? [...]

C'est donc uniquement parce que la terre varie dans sa force productive, et parce que, dans le progrès de la population, les terrains d'une qualité inférieure, ou moins bien situés, sont défrichés, qu'on en vient à payer une rente pour avoir la faculté de les exploiter. Dès que par suite des progrès de la société on se livre à la culture des terrains de fertilité secondaire, la rente commence pour ceux des premiers [...] À chaque accroissement de population qui force

²⁰ A. R. J. Turgot, « Observations sur le mémoire couronné relatif aux effets de l'Impôt indirect » (1766), in *Œuvres de M. Turgot (9 tomes)*, tome 4, Imprim. Delance, Paris, 1808, pp. 312-343, pp. 314-318. Le texte original a été modifié par l'auteur pour le rendre conforme aux règles du Français d'aujourd'hui.

un peuple à cultiver des terrains d'une qualité inférieure pour en tirer des subsistances, le loyer des terrains supérieurs haussera²¹.

Chaque augmentation de population implique donc, pour Ricardo, une augmentation des rentes foncières. Reprenant la loi des rendements décroissant esquissée par Turgot, il écrit :

Nous avons jusqu'ici étudié les effets du progrès naturel de la richesse et de la population sur la rente [du propriétaire] dans un pays dont les terres ont différents degrés de force productive, et nous avons vu qu'à chaque portion additionnelle de capital qu'on est obligé d'employer à la culture, et dont le produit est moins profitable, la rente [du propriétaire] hausse²².

Il souligne également que les terres les moins fertiles impliquent une quantité de travail plus importante pour la production, et souligne que cela impacte directement les prix des produits :

La valeur échangeable de toutes les marchandises s'accroît avec les difficultés de leur production. Si donc par l'effet d'un travail additionnel, devenu nécessaire, la production du blé se compliquait de nouvelles difficultés, tandis que pour produire l'or, l'argent ; le drap, la toile, etc., il suffirait du travail primitif, la valeur échangeable du blé hausserait comparativement à ces articles. Au contraire, cette valeur diminuerait toutes les fois que des améliorations introduites dans la production du blé ou de toute autre espèce de marchandises permettrait d'obtenir le même résultat avec moins de travail²³.

L'augmentation de la population a donc comme effet, par ce biais, de susciter une augmentation des prix des produits, qui réduit ce qu'on nommerait aujourd'hui le « pouvoir d'achat » des ouvriers :

À mesure que la population augmente, ces denrées iront toujours en augmentant de prix, - plus de travail devenant nécessaire à leur production. Si les salaires, payés en argent à l'ouvrier, viennent à baisser pendant que toutes les denrées à l'achat desquelles il dépensait le produit de son travail haussent de prix, il se trouvera doublement atteint, et il n'aura bientôt plus de quoi subsister. C'est pourquoi, au lieu de baisser, les salaires en argent hausseraient, au contraire, mais pas suffisamment pour permettre à l'ouvrier d'acheter autant de choses nécessaires ou utiles qu'il pouvait le faire avant le renchérissement de ces denrées²⁴.

²¹ D. Ricardo, *Principes de l'Economie et de l'Impôt*, traduit de l'Anglais vers le Français par F. Solano Constancio et P.-H. Alcide Fonteyraud, à partir de la 3e édition anglaise de 1821 in *Œuvres complètes de David Ricardo*, (Paris, Guillaumin, 1847, pp 51-443), éd. électronique des « Classiques en Sciences sociales », 2002, pp 37-38.

²² D. Ricardo, *Principes...*, *op. cit.*, p. 45.

²³ D. Ricardo, *Essai sur l'influence des bas prix des blés sur les profits du capital*, traduction de l'anglais au français par F. Solano Constancio & P.-H. Alcide Fonteyraud, in *Œuvres complètes de David Ricardo*, Paris, Guillaumin, 1847, pp. 539-570, p. 551.

²⁴ D. Ricardo, *Principes...*, *op. cit.*, p. 52.

Ricardo décrit là une forme de mécanisme inflationniste : l'augmentation de la population implique une hausse rapide des rentes, une hausse rapide des prix et une baisse des profits. Pour maintenir le profit, il trouve cependant quelques pistes :

[...] Les profits généraux du capital ne peuvent s'accroître qu'en raison d'une baisse dans la valeur échangeable des subsistances, et cette baisse elle-même ne peut résulter que de trois causes :

1. Une réduction des salaires réels du travail qui permette au fermier d'apporter sur le marché un excédent de produits plus considérable ;
2. Des perfectionnements introduits dans les méthodes agronomiques ou dans les instruments de culture, et tendant aussi à accroître cet excédant.
3. La découverte de nouveaux marchés d'où il soit possible d'exporter le blé à un prix inférieur au coût de la production indigène²⁵.

Il insiste lourdement sur la première piste dans les *Principes* :

Il résulte des mêmes principes que si, par quelques modifications dans l'état social, il devenait inutile d'employer autant de capital à l'agriculture, les dernières portions qui y auraient été consacrées, donneraient plus de profit, et les rentes baisseraient. Toute réduction considérable dans le capital national, qui diminuerait d'une manière sensible les fonds destinés à payer le travail, aurait naturellement le même effet. La population se proportionne toujours au capital destiné à payer le travail, et, par conséquent, doit s'accroître ou diminuer selon que ce capital augmente ou diminue²⁶.

Parmi les réformes à prendre pour diminuer le « capital destiné à payer le travail », Ricardo en défend une tout particulièrement : la libéralisation totale des salaires. « Les salaires doivent être livrés à la concurrence franche et libre du marché, et n'être jamais entravés par l'intervention du Gouverneur²⁷ ». Or il existe à l'époque une forme d'intervention : les *Poor Laws*, l'assistance aux pauvres ; il suggère dès lors de les abolir. L'effet sera d'après lui double : d'une part, le prix du travail s'ajustera à un niveau permettant de dégager du profit et d'autre part – et il reprend là l'argument de Malthus – cela incitera les pauvres à ne pas se reproduire trop, limitant de ce fait les effets d'augmentation de population.

C'est une vérité incontestable, que l'aisance et le bien-être des pauvres ne sauraient être assurés, à moins qu'ils ne cherchent eux-mêmes, ou que la législature ne les conduise à diminuer la fréquence des mariages entre des individus jeunes et imprévoyants. Le système de la législation sur les pauvres a agi dans un sens tout à fait opposé. Il a rendu toute

²⁵ D. Ricardo, *Essai sur l'influence...*, op. cit., pp. 553-554.

²⁶ D. Ricardo, *Principes...*, op. cit., p. 45.

²⁷ D. Ricardo, *Principes...*, op. cit., p. 67.

contrainte superflue ; et l'on a séduit la jeunesse imprudente en lui offrant une portion des récompenses dues à la prévoyance et à l'industrie.

La nature du mal en indique le remède. En circonscrivant graduellement les lois des pauvres, et en cherchant à faire sentir aux indigents le prix de l'indépendance, en leur montrant qu'ils ne doivent plus compter sur les secours d'une bienfaisance systématique ou casuelle, et qu'ils n'ont d'autre ressource que celle de leur travail ; en leur prouvant enfin que la prudence est nécessaire et la prévoyance utile, on marchera par degrés vers un état de choses plus stable et plus salubre²⁸.

1.3 Surpopulation et malthusianisme

Le lien entre la question de la culture des terres et celle du paupérisme est dès lors pleinement établi, et il passe par l'angoisse de la surpopulation, abondamment partagée par les intellectuels de l'époque, persuadés que « la population tend constamment à s'accroître au-delà des moyens de subsistance²⁹ » – thèse première de Malthus, construite sur deux hypothèses « empiriques » : la population croît selon une loi de progression géométrique, alors que les ressources augmentent selon une loi de progression arithmétique. Il faut noter que ces deux hypothèses sont tout au long de la première moitié du XIXe siècle communément admises, alors même que leur justification par Malthus est très faible, comme le notera quelques années plus tard John Stuart Mill dans ses *Principes d'économie politique* – bien qu'il tienne la thèse première de Malthus pour vraie³⁰.

C'est précisément sur la question de surpopulation que se fonde la leçon de William Forster Lloyd durant laquelle il évoque ce que l'on nomme aujourd'hui la « Tragédie des Communs ». Il entame sa discussion en se distanciant quelque peu de Malthus : en effet, selon lui, « la pauvreté et des conditions de vie rudes, qui dans de nombreux cas aboutissent à la destruction de la vie, ont dans d'autres cas l'effet d'une diminution de la fécondité³¹ ». Mais cette contrainte sur l'évolution de la population n'est pas suffisante pour éviter la catastrophe malthusienne. Il faut donc que s'établisse une contrainte d'un autre ordre – et sur ce point il reprend Malthus : la *contrainte morale*. Cette contrainte morale, Malthus en avait fait un idéal :

Dressons le tableau d'une société dans laquelle chaque membre s'efforcerait d'atteindre le bonheur en remplissant exactement les devoirs que les anciens philosophes les plus éclairés ont déduits des lois naturelles, et que la morale chrétienne a sanctionnés – l'aspect qu'offrirait une telle société serait sans doute bien différent de celui que présente la nôtre! Tout acte motivé par la perspective d'un avantage immédiat, mais entraînant par contrecoup une plus grande dose de souffrance, serait considéré comme une violation du devoir. Par suite, un homme qui gagne de quoi nourrir seulement deux enfants ne se mettrait jamais

²⁸ D. Ricardo, *op. cit.*, pp. 67-68.

²⁹ T. Malthus, *Essai sur le principe de population (1798)*, traduit de l'Anglais au Français par P. Theil (Ed. Gonthier, Paris, 1963), ed. électronique « Les classiques des Sciences sociales », 2001, p. 109.

³⁰ J. S. Mill, *Principes d'économie politique avec quelques-unes de leurs applications aux politiques sociales (1848)*, traduit de l'Anglais au Français par H. Dussard & H. Courcelle-Seneuil, tome 1, Guillaumin, Paris, 1873, p. 415. Dans la numérotation standardisée : Livre II, chap. XI, §6 (*Il n'y a pas d'autre sauvegarde pour les salariés que la restriction du progrès de la population*).

³¹ W. F. Lloyd, *Two lessons...*, *op. cit.*, p. 3.

dans une situation telle qu'il en ait quatre ou cinq à nourrir, même s'il était poussé par la passion ou l'amour³².

Malthus lie la contrainte morale à ce qu'il considère comme la propriété distinctive de l'espèce humaine, à savoir *la faculté de prévoir* :

L'obstacle préventif est propre à l'espèce humaine et découle d'une faculté qui la distingue des animaux: celle de prévoir et d'apprécier des conséquences éloignées. Les obstacles qui s'opposent à l'accroissement indéfini des plantes et des animaux sont tous de nature destructive; ou s'ils sont préventifs, ils n'ont rien de volontaire. Mais il suffit que l'homme regarde autour de lui pour qu'il soit frappé par le spectacle offert par les familles nombreuses : en comparant ses moyens personnels de subsistance (qui n'excèdent guère la mesure de ses besoins) avec le nombre des individus entre lesquels il devra en faire le partage (et ce nombre peut fort bien s'élever jusqu'à sept ou huit sans que ses moyens soient fort accrus), il éprouve la crainte de ne pouvoir nourrir les enfants qu'il aura fait naître³³.

C'est cet « obstacle préventif » de Malthus qu'examine W.F. Lloyd dans ses leçons : il se pose en effet la question de savoir quelles formes d'organisation de la société et des institutions seront capables de favoriser l'obstacle préventif et son expression pratique qu'est la contrainte morale, afin d'éviter la catastrophe malthusienne. Il note : « les systèmes égalitaires qui s'accompagnent d'une mise en commun des richesses et du travail, sont très défavorables [à l'obstacle préventif]³⁴. » Et il prend un exemple :

Supposons que deux personnes ont une bourse commune, dans laquelle elles peuvent chacune puiser à leur guise. La source ordinaire de motivations pour l'épargne est la perspective d'une diminution dans les moyens disponibles pour des plaisirs futurs, dépendante de chaque débours réalisé aujourd'hui. Si un homme prend une guinée de sa propre bourse, le montant qu'il pourra dépenser par après est diminué d'une guinée. Mais ce n'est pas le cas s'il prend la guinée dans un fonds auquel lui et un autre ont un droit d'accès égal. La perte leur incombant à tous les deux, il dépense une guinée avec aussi peu d'inquiétude qu'il en manifesterait en dépensant une demi-guinée, si le fonds était divisé. Chacun détermine sa dépense comme si l'ensemble du stock formé de la conjonction des contributions lui appartenait entièrement. Par conséquence, dans le cas d'une multitude de partenaires, lorsque la diminution du fonds résultant de chaque dépense considérée séparément est indétectable, la motivation à l'épargne disparaît entièrement³⁵.

On retrouve évidemment dans cet exemple le schéma de la tragédie des communs. Mais en quoi celui-ci est-il lié à la question de la population ?

³² T. Malthus, *Essai...*, *op. cit.*, p. 109.

³³ T. Malthus, *op. cit.*, p. 13.

³⁴ W. F. Lloyd, *Two Lectures...*, *op. cit.*, p. 17.

³⁵ W. F. Lloyd, *Two Lectures...*, *op. cit.*, p. 19.

Le mariage est un bien du présent. Les difficultés qui concernent l'entretien d'une famille sont du futur. Mais dans une communauté de biens, où les enfants subviennent à leurs besoins en se nourrissant aux tables publiques, où chaque famille effectue des prélèvements dans le stock commun en fonction de ses besoins, ces difficultés sont retirées à l'individu. Elles se propagent d'elles-mêmes, et débordent sur toute la surface de la société, et exercent une pression égale sur chacune de ses parties³⁶.

L'argument de William Forster Lloyd devient clair : les systèmes de communs, par leur nature, empêchent à la prudence naturelle de s'exercer.

De ce que j'ai dit jusqu'à présent, je tire une inférence générale, consistant dans le simple fait que si un pays est surpeuplé – j'entends par là que sa population exerce une pression trop forte sur les moyens de subsistance – n'est pas, en lui-même, une preuve suffisante que la faute repose dans les individus eux-mêmes, ou même une preuve d'absence de « disposition » à la prudence. La faute peut résider non pas sur chacun d'entre eux en tant qu'individus, mais dans la constitution même de la société de laquelle ils participent³⁷.

William Forster Lloyd entend donc proposer une réorganisation de la société pour inciter les individus à la prudence et à ne pas se laisser emporter par l'intérêt de la dépense immédiate ou du fait d'avoir des enfants, qu'il assimile à une forme de dépense. Il s'agit donc de mettre en place un système social organisant une contrainte morale sur les individus et fondé sur les dispositions naturelles de ceux-ci, visant au bonheur général et passant par la généralisation d'un rapport spécifique à la prévision. « La prédisposition à la prudence de la nature humaine est suffisamment forte, lorsque la constitution de la société distribue et fixe adéquatement l'obligation à la prudence³⁸ ». On retrouve là quelques traits caractéristiques du schéma de l'utilitarisme benthamien³⁹.

1.4 Les prémisses du problème et l'*homo œconomicus*

À suivre Lloyd, ce qui fait la *Tragédie des Communs*, c'est donc la tendance « naturelle » des individus à maximiser leurs gains à court terme. Il s'inscrit tout à fait dans la ligne *utilitariste* en considérant l'humain comme *a priori* égoïste et mené par son (seul) désir. Il s'agit donc pour lui d'organiser le désir, l'appât du gain des individus, pour optimiser le bonheur collectif.

L'inégalité des conditions est nécessaire, en raison de son effet dans la création de nouveaux et puissants stimulants à l'effort, que l'utilité naturelle de la richesse, considérée seulement en référence aux gratifications primaires résultant de son utilisation, serait tout à fait insuffisante pour produire. Après que les besoins nécessaires ont été rencontrés, le motif suivant et puissant pour l'effort est l'esprit d'émulation, et le désir de l'ascension sociale dans le monde. Les hommes sont attirés vers le haut par l'exemple des autres qui sont plus riches

³⁶ W. F. Lloyd, *op. cit.*, p. 21.

³⁷ W. F. Lloyd, *op. cit.*, pp. 22-23.

³⁸ W. F. Lloyd, *op. cit.*, p. 64.

³⁹ C. Laval, *Jeremy Bentham, les artifices du capitalisme*, coll. « Philosophies », PUF, Paris, 2003. Voir en particulier pp. 84-94 pour la discussion sur le rapport au temps et à la prévision.

qu'eux. Mais au sommet de l'échelle, cette source d'attraction manque. À ce moment, il est nécessaire qu'il y ait un titre de richesse sans travail de production. Un état de parfaite égalité, par son effet d'abaissement du niveau de désir, et en le réduisant presque à la seule satisfaction des nécessités naturelles, ramènerait la société de l'ignorance et de la barbarie⁴⁰.

L'égalité de condition est donc contre-productive et nuisible au bonheur du plus grand nombre, car elle aboutit à l'extinction du désir, qui naît dans un stade avancé de la « lutte entre tous », de la concurrence généralisée entre les individus.

L'idée que le désir, l'appât du gain et l'émulation soient des moteurs efficaces pour tendre vers le bonheur de tous était en réalité largement partagée parmi les économistes classiques du XIXe siècle. Elle avait été largement popularisée tout au long du XVIIIe siècle, notamment par les commentaires nombreux sur la seconde édition de la « fable des abeilles » de Bernard de Mandeville parue en 1714, texte controversé qui concluait au caractère bénéfique des vices individuels (l'appât du gain et du pouvoir) pour la perpétuation de la société, pour peu que l'état s'organise de manière à en tirer profit :

Les vices des particuliers contribuaient à la félicité publique. Dès que la vertu, instruite par les ruses politiques, eut appris mille heureux tours de finesse, et qu'elle se fut liée d'amitié avec le vice, les plus scélérats faisaient quelque chose pour le bien commun⁴¹.

Adam Smith soulignait également dans sa *Théorie des Sentiments Moraux* que la « rapacité » des riches favorisait finalement le développement de la société en général et dès lors, était utile aux pauvres⁴².

Le débat propre au début du XIXe siècle repose sur cette hypothèse d'un humain égoïste et animé par son seul intérêt, mais il souligne une limite à ce schéma : certains ne seraient *a priori* pas dotés des outils d'analyse leur permettant de penser l'optimisation de leur intérêt. Pour nombre des économistes classiques, l'organisation sociale doit donc être repensée afin d'inculquer aux individus « la culture de la prévision » et surgissent un peu partout en Europe des plaidoyers pour l'éducation des pauvres, comme celui de Jean-Baptiste Say dans son cours d'économie politique :

L'espoir du pauvre ne se fonde point sur la charité du riche, ressource insuffisante et précaire. Il se fonde sur son intérêt. C'est pour son intérêt que le riche fournit au pauvre un terrain pour le cultiver, des outils, des engrais et des semences, et qu'il le nourrit jusqu'à la récolte.

Loin donc que les intérêts du pauvre et ceux du riche soient opposés entre eux, [...] on peut affirmer qu'ils sont exactement les mêmes. Vérité consolante, dont la propagation sera un bienfait de la science que nous étudions. Le pauvre plus instruit, ne regardera plus les

⁴⁰ W. F. Lloyd, *op. cit.*, pp. 74-75.

⁴¹ B. Mandeville, *La fable des abeilles. La ruche murmurante ou les fripons devenus honnêtes gens* (1705/1714), trad. de l'Anglais vers le Français par J. Bertain, Londres, 1740.

⁴² A. Smith, *Théorie...*, *op. cit.*, p. 257.

richesses avec une sorte de dépit, parce qu'il les regardera comme favorables à ses propres revenus. Il comprendra que des ouvriers qui pillent leur propriétaire sont des malheureux qui ruinent leurs propres ressources. Alors vous verrez le pauvre défendre les propriétés pour lui-même, plus encore que pour obéir à ses devoirs⁴³.

William Forster Lloyd ne fait pas exception : il plaide aussi pour un certain degré d'éducation à la « prévision » afin d'inciter les individus à une forme de prudence dans l'usage des ressources, suggérant d'éduquer les pauvres lorsqu'ils sont encore jeunes.

La disposition à la prudence dépend de la faculté de raisonnement, or cette faculté varie en fonction de l'éducation et de l'expérience. [...] Le travail constant à un jeune âge empêche la possibilité d'une éducation efficace. [...]⁴⁴

Ce plaidoyer pour l'instruction doit évidemment être mis en regard de l'hypothèse du caractère nuisible de l'égalité de condition pour l'émulation, moteur de progrès : en améliorant l'éducation, ces penseurs libéraux envisagent une forme « d'égalité de départ », « d'égalité des chances » qui vise précisément à contrecarrer les prétentions à une égalité de conditions. Comme le résume John Stuart Mill, le projet utilitariste implique « d'implémenter » un système de gouvernement méritocratique, dans une société stratifiée, qui sélectionne et valorise les « plus habiles » à calculer et à prévoir et ce, peu importe leur origine sociale⁴⁵.

Il faut noter que la question de la faculté de prévision est encore aujourd'hui un élément central des théories économiques contemporaines : en effet, l'hypothèse générale de l'économie néoclassique – empruntée en grande partie à Thomas Hobbes – est que l'individu se comporte comme un *agent rationnel*, ce qui implique notamment⁴⁶ qu'il maximise sa satisfaction en faisant un usage optimal de ses ressources et qu'il analyse en permanence sa situation de manière à anticiper les événements à venir et de prendre la décision la plus adéquate pour permettre cet usage optimal⁴⁷.

Cette hypothèse de rationalité de « l'homme économique » (*l'homo œconomicus*) est bien sûr sujette à de nombreuses controverses⁴⁸, qui sous-estiment parfois la dimension prescriptive de l'économie : comme les économistes classiques, les économistes néoclassiques promeuvent aussi un

⁴³ J.-B. Say, *Cours complet d'économie politique pratique*, tome III, Paris, Libr. Rapilly, 1828, p 195.

⁴⁴ W. F. Lloyd, *op. cit.*, pp. 54-55.

⁴⁵ J. S. Mill, *Considerations on Representative Government*, Londres, Parker, Son, and Bourn, 1861.

⁴⁶ Pour une discussion approfondie des hypothèses sous-tendant « l'homme économique », voir l'ouvrage de référence de Christian Laval, *L'homme économique. Essai sur les racines du libéralisme*, Coll. « NRF essais », Gallimard, Paris, 2007.

⁴⁷ J. Persky, « Retrospectives: The Ethology of Homo Economicus », in *The Journal of Economic Perspectives*, Vol. 9, No. 2, 1995, pp. 221-231.

⁴⁸ Par exemple, l'économiste néoconservateur hétérodoxe F.A. Hayek voyait dans l'hypothèse de la capacité anticipative de l'acteur rationnel une erreur profonde de l'utilitarisme : il soulignait en effet que la plupart du temps, nous sommes ignorants des conséquences de nos actions, raison fondant pour une grande part nos règles de conduites (voir F.A. Hayek, *Droit, Législation et Liberté. Volume 2 : « Le Mirage de la justice sociale »* (1976), trad. de l'Anglais vers le Français de R. Audouin, 2nde ed. (1^{ère} ed. 1982), Paris, PUF, 1985, pp). 23-25.

projet de transformation des individus⁴⁹ de manière à ce qu'ils se comportent comme des agents rationnels, ce qui explique d'ailleurs leur attachement à ce que l'Etat conserve un rôle important de soutien au développement du marché – nous y reviendrons.

1.5 L'expérience implique la prudence – le plaidoyer « gérontocrate »

Au titre d'élément singulier des *Leçons* de W.F. Lloyd, on soulignera son argumentaire concernant l'intérêt de l'expérience des aînés.

Généralement, la prudence ou l'habitude à envisager les conséquences futures, est une vertu rarement acquise à un haut degré de perfection avant un âge assez avancé. Elle résulte d'observations longues et d'expériences répétées. [...] Aujourd'hui, en ce qui concerne les éléments nécessaires à la disposition à la prudence, les jeunes sont déficients, et il y a dès lors une nécessité à la coopération de différentes personnes, comme dans le principe de division du travail, dans l'arrangement des mariages. Les anciens doivent y occuper le département de la prudence. Eux seuls ont l'expérience nécessaire, et, ce qui est plus important encore, eux seuls ont l'esprit serein et non obscurci par les brouillards et les nuages de la passion⁵⁰.

Ce plaidoyer implique pour W.F. Lloyd l'importance du fait que les jeunes respectent leurs parents plus âgés, et que généralement les plus anciens gèrent les finances familiales. On retrouve évidemment à ce niveau l'obédience politique conservatrice de Lloyd, mais au-delà, on voit poindre ici l'argument important que l'expérience permet une analyse « moins passionnelle », plus rationnelle, des conséquences des décisions posées.

A la fin des années 1970, l'économiste Friedrich Hayek⁵¹ – dont les néoconservateurs en général et Margaret Thatcher en particulier se sont largement inspirés – évoque dans le premier troisième volume de sa célèbre trilogie *Law, Legislation and Liberty*, l'idée que la « Constitution idéale » d'un Etat devrait prévoir une assemblée législative de « nomothètes », amenés à siéger pour des longues durées :

Il semblerait donc convenable pour la mission propre de légiférer, d'avoir une assemblée d'hommes et de femmes élus à un âge assez mûr et pour une durée assez longue, par exemple de quinze années, afin qu'ils n'aient pas la préoccupation de leur réélection. [...] Le résultat serait une Assemblée législative d'hommes et de femmes âgés de 45 à 60 ans, dont un quinzième serait remplacé chaque année. L'ensemble serait ainsi un reflet de cette partie de la population qui a déjà acquis de l'expérience et eu l'occasion de mériter de la réputation, mais les membres seraient encore dans leurs meilleures années⁵².

⁴⁹ Nul n'a résumé ce projet mieux que Margaret Thatcher : « l'économie est la méthode, l'objectif est de changer les cœurs et les âmes » (interview dans le *Sunday Times*, parue le 3 mai 1981). Sur l'entreprise de formatage des individus, voir P. Dardot & C. Laval, *La nouvelle raison...*, *op. cit.*, en particulier le dernier chapitre, « la fabrique du sujet néolibéral ».

⁵⁰ W. F. Lloyd, *op. cit.*, pp. 54-55.

⁵¹ Il faut noter qu'Hayek n'est pas à proprement parler un économiste néoclassique. Cependant, notamment par l'influence de Milton Friedman qui en reprendra de nombreuses thèses, ses théories ont largement été intégrées dans le corpus théorique des économistes néoclassiques.

⁵² F. A. Hayek, *Droit, Législation et Liberté. Volume 3 : « L'Ordre politique d'un peuple libre »* (1979), trad. de l'Anglais vers le Français de R. Audouin, Paris, PUF, 1983, p. 135.

Son idée est de spécialiser les fonctions par classe d'âge – il envisage d'ailleurs la création de clubs regroupant des générations dans chaque ville et village : « Si dans chaque localité existait un seul club officiel, subventionné, par classe d'âge, le risque serait moins grand d'un éclatement des groupes d'âge en factions politiques⁵³ ». Son objectif est en effet de « dépassionner » le débat public, de le rendre plus rationnel et moins dépendant de l'opinion publique⁵⁴. C'est dans cette perspective qu'il s'appuie sur la « sagesse » des aînés tirée de leur expérience.

On le constate par cet exemple : on peut ici tirer un trait clair unissant les conservateurs du XIXe et les néoconservateurs du XXe siècle ; toute une série de prémisses lie évidemment les deux courants, qui concernent finalement la « nature de l'homme » et l'organisation sociale qu'il convient d'en déduire.

2 Deuxième formulation du problème

Garett Hardin n'est pas un économiste : c'est un biologiste. Cependant, c'est en économie qu'il a sans doute eu le plus grand impact, suite à la publication en 1968 dans la revue *Science*, d'un article intitulé « La Tragédie des Communs », dont le chapeau indique : « le problème de la population n'a pas de solution technique, il nécessite une extension fondamentale de la moralité ». Il reprend explicitement l'hypothèse malthusienne :

La population, comme Malthus l'a dit, tend naturellement à croître « géométriquement », ou, comme nous le dirions aujourd'hui, exponentiellement. Dans un monde fini, ceci signifie que la part « per capita » des ressources mondiales doit régulièrement décroître⁵⁵.

« Un monde fini ne peut supporter qu'une population finie ; dès lors, la croissance de la population doit finir par atteindre zéro » affirme sans ambages Hardin et, dans cette perspective, « l'objectif de Bentham du “plus grand bien pour le plus grand nombre” pourra-t-il être rempli ? ». Cette référence à Bentham marque bien le cadre de pensée de Hardin : il s'inscrit en effet dans la filiation des auteurs classiques, reprenant à son compte la formule de ralliement des utilitaristes, « *the greatest good for the greatest number* ». Mais là où Bentham était plutôt optimiste, Hardin est pessimiste : « non », ce n'est pas possible de remplir cet objectif avec la croissance de population, notamment parce qu'à un moment, il faudra à ce point réduire la quantité de calories par personne qu'il ne sera plus possible d'autoriser « les repas gourmets, les vacances, les sports, la musique, la littérature, l'art... ». La croissance de population connaît donc un point « optimum » qui n'est pas le « maximum » de population – et de manière à garantir « le plus grand bien », il faut décider d'un critère de jugement et d'un système de mesure permettant de déterminer cet optimum.

Hardin indique ne pas croire que la « main invisible » d'Adam Smith puisse organiser la population de manière à ce qu'elle atteigne le point « optimum » : il note en effet que « la première réfutation

⁵³ F. A. Hayek, *L'Ordre politique...*, op. cit., p. 139.

⁵⁴ F. A. Hayek, *L'Ordre politique...*, op. cit., voir en particulier le plaidoyer contre les partis politiques et la critique du rôle des médias, pp. 38-40, voir aussi pp. 45-47 pour une définition du mode optimal pour légiférer.

⁵⁵ G. Hardin, *The Tragedy...*, op. cit., p. 1243.

historique à la théorie de la main invisible dans le contrôle de population est à trouver dans le scénario esquissé dans un pamphlet [sic.] peu connu et daté de 1833, dû à un mathématicien amateur [sic.] du nom de William Forster Lloyd (1794-1852) », et cette réfutation « peut être appelée “Tragédie des Communs” ».

Cela vaut la peine de souligner la justification de ce nom : Hardin souligne en effet qu’il emploie le mot « tragédie » au sens du philosophe Alfred North Whitehead :

« L’essence de la tragédie dramatique n’est pas malheur. Il réside dans la solennité du travail impitoyable des choses. » [Whitehead] continue comme suit : « Cette inévitabilité du destin ne peut être illustrée en termes de vie humaine que par des incidents qui impliquent en fait le malheur. Car c’est seulement par ceux-ci que la futilité de la fuite être rendue évidente dans le drame⁵⁶. »

Hardin décrit alors la « tragédie des communs » selon sa propre formulation :

La tragédie des communs se développe comme suit. Imaginez une pâture ouverte à tous. Il est attendu que chaque gardien de troupeau va essayer de garder autant de bétail que possible sur les communs. Un tel arrangement peut fonctionner de manière raisonnablement satisfaisante pendant des siècles car les guerres tribales, le braconnage et les maladies maintiennent le nombre tant d’hommes que de bêtes bien en-dessous de la capacité de support du terrain. À la fin cependant, vient le jour du jugement, qui est le jour où l’objectif longuement désiré de stabilité sociale devient une réalité : à ce moment précis, la logique inhérente aux communs génère implacablement une tragédie.

En tant qu’être rationnel, chaque berger cherche à maximiser ses gains. Explicitement ou implicitement, plus ou moins consciemment, il s’interroge : « Quelle est l’utilité que je retire d’ajouter un animal à mon troupeau ? » Cette utilité a une composante négative et une composante positive.

- (1) La composante positive est une fonction de l’ajout d’un animal. Comme le berger reçoit tous les bénéfices de la vente de l’animal additionnel, l’utilité positive est presque de +1.
- (2) La composante est une fonction de la surexploitation de la pâture causée par l’ajout d’un animal. Toutefois, vu que les effets de ce surpâturage sont partagés par tous les bergers, l’utilité négative pour chaque berger prenant individuellement sa décision est seulement une fraction de -1.

En additionnant ensemble ces deux composantes partielles d’utilité, le berger rationnel conclut que la seule direction sensée est d’ajouter un autre animal à son troupeau. Et un autre, et un autre... Mais cette conclusion est atteinte par chacun des bergers rationnels partageant le pâturage commun. D’où la tragédie : chaque homme est prisonnier d’un système qui le pousse à augmenter son troupeau sans limite – dans un monde pourtant limité. La ruine est la direction vers laquelle tous les hommes se précipitent, chacun

⁵⁶ G. Hardin, *op. cit.*, p. 1244.

poursuivant son intérêt propre dans une société qui croit dans la liberté des communs. La liberté dans un système de communs amène à la ruine de tous⁵⁷.

Hardin en déduit qu'il faut dès lors réexaminer les libertés individuelles pour étudier lesquelles doivent être revues, et en particulier, suggère qu'il faut contrôler les naissances : « la liberté de procréer amènera la ruine de tous⁵⁸ ». On voit ici que Hardin s'éloigne radicalement de la logique de Lloyd, qui avait en horreur l'idée d'une politique étatique de contrôle des naissances, lui préférant l'éducation à la prévision. Hardin suggère quant à lui : « c'est une erreur de penser que nous pouvons contrôler la procréation humaine à long terme par un appel à la conscience⁵⁹ ». Il expose deux arguments en renfort de sa thèse : le premier est que la conscience est héréditaire, et que dès lors la précaution de ne pas se reproduire sera, via un processus darwinien de sélection naturelle, éliminée de la race ; le second est que l'appel aux consciences constitue une double contrainte...

Tôt ou tard, consciemment ou subconsciemment, l'individu ressent qu'il a reçu deux messages, et que ceux-ci sont contradictoires : (i) (message volontaire) 'si vous ne faites pas ce que nous vous demandons, nous vous condamnerons publiquement pour ne pas agir comme un citoyen responsable' ; (ii) si vous vous conformez à notre demande, nous vous considérons secrètement comme un simplet qui peut être couvert de honte, de manière à le tenir à l'écart des communs que le reste d'entre nous exploitent allègrement⁶⁰.

2.1 Principe utilitariste et passager clandestin

La question soulevée par Hardin témoigne d'un point de tension important. Il faut souligner que tout en déclarant ne pas souscrire à l'optique utilitariste en suggérant que le problème « du plus grand bien pour le plus grand nombre » ne connaît pas de solution, il y souscrit en réalité pleinement, son objectif étant d'organiser la société de manière à optimiser le bonheur collectif et la population.

Il nous faut approfondir ce « slogan » pour en comprendre la portée : il trouve son origine⁶¹ dans un essai en deux traités du philosophe des Lumières écossaises, Francis Hutcheson, publié en 1725, et intitulé *Recherches sur l'origine de nos idées de beauté et de vertu*. Hutcheson est un personnage important dans « l'histoire des idées » du libéralisme britannique : il fut en effet le disciple de John Locke et le professeur d'Adam Smith, et ses travaux constituent le « maillon » qui lie ces deux penseurs célèbres. Il écrit dans l'essai en question :

⁵⁷ Idem.

⁵⁸ G. Hardin, *op. cit.*, p. 1248.

⁵⁹ G. Hardin, *op. cit.*, p. 1248.

⁶⁰ G. Hardin, *op. cit.*, p. 1246.

⁶¹ Il faut noter qu'en réalité, la formule avait déjà servi au XVII^e siècle, sous la plume de Gottfried Wilhelm Leibniz – voir J. Hruschka, « The Greatest Happiness Principle and Other Early German Anticipations of Utilitarian Theory », in *Utilitas*, Vol. 3, No. 2, 1991, pp.165-177.

Le Mal moral, ou Vice, est comme le Degré de Misère et le nombre de personnes qui en souffrent, de sorte que l'action la meilleure est celle qui procure le plus grand Bonheur pour le plus grand nombre et la pire est celle qui, de la même manière, provoque la Misère⁶².

Le Bonheur n'est pas, pour Hutcheson, le « plaisir » que l'on peut tirer de la jouissance de richesses ou de biens, mais celui qu'on tire de la « vertu » fondée sur la bienveillance⁶³ reposant sur la volonté humaine. Selon lui, cette volonté ne peut exister sans liberté, et c'est précisément dans cette dimension que les deux traités forment un traité politique.

Bentham quant à lui envisage la chose différemment. Il écrit :

Priestley fut le premier (à moins que ce ne soit Beccaria)⁶⁴ qui apprit à mes lèvres à prononcer cette vérité sacrée, à savoir que le plus grand bonheur du plus grand nombre est le fondement de la morale et de la législation.

Mais le bonheur, pour Bentham⁶⁵, est directement lié au développement maximal du plaisir et à la réduction maximale de la souffrance. Contrairement à Hutcheson, il ancre sa définition du bonheur dans le bien-être ressenti par les individus, et pose l'idée que le bien-être d'une société se pose comme « agrégat » de celui de chacun des individus. C'est sur cette base qu'il définit son « principe d'utilité » : « par *principe d'utilité*, on entend le principe selon lequel toute action, quelle qu'elle soit, doit être approuvée ou désavouée en fonction de sa tendance à augmenter ou à réduire le bonheur des parties affectées par l'action ». L'utilitarisme benthamien oppose l'individu et le collectif, en suggérant finalement qu'il n'existe pas à proprement parler de « niveau de conscience collectif », l'opération d'agrégation étant une simple addition mathématique s'opérant sur l'ensemble des individus et permettant au final seule d'appréhender si une action est « bonne » ou « mauvaise ».

Hardin rejoint Bentham précisément dans cette conception du collectif en tension par rapport à l'individu. Ce qu'il appelle le « berger rationnel » est un *homo œconomicus* égoïste qui ne pense qu'à maximiser son intérêt – finalement, sa rationalité n'est que de court terme – et incapable de penser collectivement. Mais là où Hardin dépasse finalement la pensée de Lloyd et rejoint bien plus Bentham, c'est qu'il pense toute sa théorie sociale en fonction du *free rider*, du passager clandestin : celui-là qui, dans une société donnée, ne *respecte pas une règle commune*. Et il pose comme idée que l'acteur rationnel se comportera précisément comme un *free rider*.

L'individu hardinien n'est pas, comme chez Malthus, dominé par ses passions ; il n'est pas, comme chez Lloyd, aveuglé par les effets d'échelle : s'il ajoute toujours plus d'animaux – et

⁶² F. Hutcheson, « Inquiry concerning Moral Good and Evil », in *An Inquiry into the Original of Our Ideas of Beauty and Virtue in Two Treatises* (1ère ed. Londres, 1725, Traité II, Sec. III, §VII), traduit de l'Anglais par l'auteur, Liberty Fund, Indianapolis, 2008, p. 125.

⁶³ À ce sujet, voir *An inquiry...*, op. cit., Traité II, Sec. VI, §II.

⁶⁴ On ne sait pas exactement où il trouva (chez Priestley ou chez Beccaria) cette phrase, mais les travaux tant de Priestley (qui s'inspira fortement des travaux d'Hutcheson) que de Beccaria (qui lui s'inspira plutôt d'Helvetius) présentent une série de tournures fort similaires. Voir J. E. Crimmins, *Utilitarian Philosophy and Politics : Bentham's Later Years*, London & New York, Continuum, 2011, pp. 56-58.

⁶⁵ Voir C. Laval, *Jeremy Bentham, les artifices du capitalisme*, coll. « Philosophies », Paris, PUF, 2003

d'enfants – au pâturage, c'est parce qu'il sait vivre avec des semblables aussi décidés que lui à faire triompher leurs intérêts⁶⁶.

On trouve là une caractéristique intéressante de la pensée néoconservatrice, qui est abondamment distillée dans les discours politiques d'aujourd'hui : si l'on pense une réforme du chômage, c'est pour lutter contre la fraude des « passagers clandestins » du chômage. Il faut noter qu'à l'époque où Hardin évoque sans le nommer ce *free rider*, la question fait abondamment débat, par les transferts progressifs dans les sciences sociales de la théorie des jeux. C'est par exemple à ce moment que Mancur Olson, dans sa thèse soutenue à Harvard et publiée en 1965, *Logique de l'action collective*⁶⁷, tente de donner une démonstration pseudo-formelle de ce que l'agent rationnel a tendance à se comporter en *free rider*. Il donne l'exemple d'un travailleur qui n'a finalement pas intérêt à s'affilier à un syndicat, puisque si tous les travailleurs s'affilient et mènent des actions, il en récoltera les fruits sans avoir à en subir la moindre conséquence ni le moindre coût. Bien évidemment, sa conception est celle de « l'individualisme méthodologique, qui se refuse à concevoir l'existence d'un niveau du collectif dépassant les intérêts individuels⁶⁸ – cette conception s'avérant incapable de rendre compte des phénomènes de transformation sociale engendrés par des mobilisations à large échelle.

2.2 Mathématisation

On notera une différence subtile entre la première et la seconde formulation de la tragédie des communs : le recours d'Hardin à une règle de calcul passant par une quasi-équation. Cette évolution de prime abord anecdotique révèle un glissement intéressant : si à l'époque de Lloyd, le prêche est la forme ultime du sérieux académique, à l'époque de Hardin, c'est la formalisation qui devient le style de référence⁶⁹.

Mais il y a un effet plus profond à l'usage de ces deux styles. À l'époque de Lloyd, les économistes classiques voient encore largement dans les lois économiques des lois divines, ils empruntent donc la forme du prêche qui est l'énonciation de la Loi de Dieu. À l'époque d'Hardin,

Le fétichisme du formalisme mathématique s'explique par la croyance largement répandue que toutes les lois naturelles peuvent être écrites sous forme d'équations et que des lois de cet ordre gouvernent le monde social. L'usage de formes proches de ce formalisme permet aux experts de légitimer leurs conseils : contre la nature on ne peut pas lutter. [...] il y a bien évidemment là un outil puissant pour désamorcer les possibles résistances⁷⁰.

⁶⁶ F. Locher, « Les pâturages de la Guerre froide : Garrett Hardin et la « Tragédie des communs » », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2013 (1), pp. 7-36, p. 24.

⁶⁷ Récentement ré-éditée en Français – erreurs mathématiques originales y incluses, par P. Desmarez : M. Olson, *Logique de l'action collective*, Bruxelles, éditions de l'Université de Bruxelles, 2011.

⁶⁸ R. Maes, *Contrôle, performances et gouvernance*, in « Mauvaises graines » (blog), billet publié le 16 octobre 2013, consulté le 02 juin 2015. <http://www.renaudmaes.be/2013/10/16/controle-performances-et-gouvernance/>

⁶⁹ F. Locher, *op. cit.*, p. 24.

⁷⁰ R. Maes, *Ce qui se conçoit bien...*, in « Mauvaises graines » (blog), billet publié le 27 mars 2013, consulté le 02 juin 2015. <http://www.renaudmaes.be/2013/03/27/ce-qui-se-concoit-bien-2/>

Derrière le style d'Hardin s'opère un effet d'imposition de l'impression d'inéluçtabilité des « lois » qui sont dessinées à grands renforts de concepts tels que « maximisation », « utilité », « optimalisation ». En fait, Hardin procède abondamment à ce que Pierre Bourdieu appelle « l'effet Montesquieu », qui est l'import de morceaux de théories physiques, biologiques... exogènes au champ des sciences sociales pour légitimer son discours sur le social⁷¹ sans avoir – du tout – à le justifier par une analyse empiriquement fondée.

3 En guise de conclusions

Nous avons vu deux formulations d'une même tragédie, dont nous avons montré qu'elles s'ancrent dans la même angoisse : celle d'une surpopulation à venir. Si leurs auteurs préconisent chacun une solution différente, Lloyd étant un conservateur modéré là où Hardin est un conservateur autrement plus radical⁷² tous les deux partagent une série de prémisses, qui sont de l'ordre du « sens commun économique ». Ces prémisses, largement répandues dans le discours politique et médiatique d'aujourd'hui, concernent la vocation de l'individu à maximiser son intérêt ; l'inefficacité de la régulation collective ; le principe utilitariste.

3.1 Plus d'Etat pour plus de marché

Mais il est un autre point commun qui mérite attention : tant Lloyd, par son plaidoyer pour l'éducation des pauvres que Hardin, en développant l'idée qu'il faut une administration étatique régulant l'exploitation des ressources limitées et les politiques de naissance, en appellent à une *intervention renforcée de l'état*. Loin de l'image usuelle du laissez-faire comme seule perspective de la « pensée (néo)libérale », ils permettent tous deux de mettre en exergue une spécificité du courant des conservateurs dont ils sont des représentants à leurs époques respectives : il y a moyen de plaider pour un rôle bien plus grand pour le marché tout en exigeant « plus d'état »⁷³. Il s'agit en somme de reconfigurer le rôle de l'état en lui donnant une vocation spécifique de régulation permettant d'optimiser le marché via une mise en concurrence générale des individus – sur le schéma classique d'Hayek, opposant farouche au laissez-faire⁷⁴. Hardin suggérera d'ailleurs que l'on pourrait organiser les naissances aux USA via un « marché » de « bons à valoir » octroyant le « droit à enfanter »⁷⁵, analogue au marché des bons donnant le « droit à polluer » utilisé aujourd'hui pour limiter les émissions de gaz à effets de serre⁷⁶.

Finalement, l'Etat reçoit dans cette vision comme mission fondamentale d'ordonner les intérêts individuels dans une grande entreprise de « coercition mutuelle » comme la désigne Hardin. Cette

⁷¹ P. Bourdieu, « Le Nord et le Midi : Contribution à une analyse de l'effet Montesquieu », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 35, n°35, 1980, pp. 21-25.

⁷² Hardin s'engage dès le début des années 60 dans une lutte virulente contre les politiques de *Welfare State* aux USA. On peut d'ailleurs voir dans l'article publié dans *Science*, une attaque contre le programme « *War on Poverty* » de Lyndon Johnson. Voir F. Locher, *op. cit.*, p. 25.

⁷³ À ce sujet, voir par exemple I. Stengers & P. Pignarre, *La sorcellerie capitaliste*, Paris, La Découverte, 2001.

⁷⁴ « Il est probable que rien n'a fait tant de mal à la cause libérale que l'insistance obtuse de certains libéraux sur certaines règles empiriques grossières, surtout le principe du '*laissez-faire*'. » F. Hayek, *The Road to Serfdom* (1^{ère} ed. 1944), New-York & Londres, Routledge, 2006, p. 18.

⁷⁵ F. Locher, *op. cit.*, p. 27.

⁷⁶ Notons que la pensée d'Hardin a largement influencé le Club de Rome (F. Locher, *op. cit.*, p. 28) et en particulier le célèbre rapport *The Limits to Growth* (D. H. Meadows, D. L. Meadows, J. Randers & W. W. Behrens, *The Limits to Growth: A report for the Club of Rome's Project on the Predicament of Mankind*, New York, Universe Books, 1972.

coercition rejoint le fameux schéma panoptique de Bentham dont Michel Foucault considère qu'il est l'expression de la conception utilitariste de la société⁷⁷. Le panoptique est une prison, mais ce n'est pas cela qu'il faut en retenir : Bentham pense avant tout le panoptique comme un exemple de mise en place de *techniques de pouvoir* permettant de gouverner les intérêts, en l'occurrence d'une surveillance généralisée des uns des autres permettant de conserver les intérêts collectifs. C'est la *manipulation des intérêts individuels* (par la contrainte et par la régulation) comme principe premier des techniques de gouvernement qui constitue le cœur du schéma benthamien d'organisation sociale⁷⁸. Comme le souligne Christian Laval, la gamme de techniques de manipulation des intérêts de l'utilitarisme benthamien dépasse de loin ce que Michel Foucault en avait identifié : en effet, Bentham entend user de moyens de législation « directe » mais aussi « indirecte » (passant par l'éducation, par la prévention)⁷⁹. Si l'on transfère ce schéma aujourd'hui, toutes les instances de socialisation⁸⁰ peuvent ainsi jouer, qu'elles soient institutions disciplinaires « classiques » (de l'école à la prison) ou agences de contrôle au sens large (de la télévision au réseau social), un rôle dans la manipulation des intérêts en vue de leur articulation optimale.

3.2 Eviter la tragédie et s'affranchir du piège utilitariste

Aujourd'hui, chaque fois que l'on évoque la surexploitation, on tombe finalement systématiquement dans ce cadre précis de pensée qui pose l'opposition entre individu et collectif impliquant l'inéluctable tragédie et envisageant dès lors un mécanisme de gouvernement par la régulation et la coercition des individus. L'impératif de la fonction de régulation est la contraposée immédiate de la récusation du collectif comme lieu de pensée et de développement : le collectif se réduisant dans ce schéma à une contrainte pesant sur l'individu et les individus contraints se menaçant les uns les autres, l'ensemble nécessite d'être pris dans des mécanismes « d'ajustements réciproques » formels et coercitifs.

On va donc manier « le bâton » (l'amende) et « la carotte » (l'avantage fiscal), combiner « sensibilisation » (à grands renforts d'images-chocs) et « sévérité accrue » pour « dresser » les individus à « mieux organiser » l'usage des ressources car tel est leur intérêt individuel. L'école va à la fois inculquer le goût de la « rapacité », enseigner l'importance de l'excellence individuelle au sens du dépassement de la performance de tous les autres et l'absolue nécessité de respecter scrupuleusement les normes du système scolaire, par exemple en ne plagiant pas de manière visible⁸¹ : il faut vouloir être « le meilleur » tout en jouant selon les normes et avec les règles.

Pour éviter de tomber dans l'écueil de ce modèle parfaitement antithétique aux logiques d'émancipations individuelle et collective, il faut donc au préalable se débarrasser de ce schéma de pensée utilitariste. La chose n'est pas aisée, car comme le note Christian Laval :

⁷⁷ M. Foucault, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975, voir p. 207 et suivantes.

⁷⁸ M. Foucault, *Naissance de la biopolitique, Cours au Collège de France 1978-1979*, Paris, Gallimard/le Seuil, 2004, voir en particulier pp. 42-45.

⁷⁹ C. Laval, « Ce que Foucault a appris de Bentham », in *Revue d'études benthamiennes* [En ligne], 8 | 2011, mis en ligne le 01 mai 2011, consulté le 02 juin 2015. <http://etudes-benthamiennes.revues.org/259>

⁸⁰ Nous entendons la notion de socialisation en un sens spécifique, qu'en donne Anne Van Haecht et qui suggère à la fois une forme de « jeu » entre instances de socialisation et entre les interactions individuelles. Voir A. Van Haecht, *L'école à l'épreuve de la sociologie. La sociologie de l'éducation et ses évolutions*, 3e édition, coll. « Ouvertures sociologiques », Bruxelles, De Boeck, 2006, pp. 142-149.

⁸¹ R. Maes, « Plagiat étudiant à l'université, pour une approche en nuances de gris », in *La Revue Nouvelle*, 70 (7-8), 2013, pp. 53-60.

Partant du fait que la force sociale et politique de l'utilitarisme tient à ce qu'il est « entré dans les mœurs », et qu'il est articulé à la pratique, il s'agit de concevoir que chaque sujet est conduit, par le type même de socialisation dans laquelle il est engagé à contrôler ses décisions et ses actes comme s'il était pour lui toujours nécessaire de calculer les conséquences de ses actes individuels et d'en maximiser les résultats. La société de marché n'est pas seulement une société dans laquelle le marché, dans son sens économique, occupe une place dominante dans les rapports humains, elle se définit aussi par un mode de socialisation spéciale qui conduit à des formes efficaces d'autocontrôle de la conduite humaine, d'autant moins perçues comme contraintes qu'elles se confondent avec des situations de choix⁸².

Il nous reste cependant quelques clés pour « ouvrir l'espace des possibles » : la première est l'interrogation systématique des prémisses évoquées largement ici, la seconde est le décodage des effets d'imposition de considérations d'économistes déguisées en « lois économiques du social » qui seraient équivalentes aux « lois physiques de la nature », la troisième est enfin l'identification de « zones de résistance » – certes, souvent éphémères – ancrées dans des pratiques de luttes échappant, ne fût-ce que partiellement, au régime de rationalité utilitariste.

⁸² C. Laval, « L'utilitarisme comme représentation sociale du lien humain », *Revue du MAUSS permanente*, mis en ligne le 6 juillet 2009, consulté le 02 juin 2015. <http://www.journaldumauss.net/?L-utilitarisme-comme>